



**VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER**  
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION DONNEE A LA SOCIETE EFFYS A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL AU 1987 BOULEVARD EDOUARD VII DU 08 JUIN 2026 AU 30 JUIN 2026 AFIN D'EFFECTUER DES TRAVAUX

N° : **26 06 16** DATE D’AFFICHAGE : **03 JUIN 2026**

**LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,  
Vu le Code Pénal,  
Vu le Code de la route,  
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2215-1,  
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents,  
Vu la délibération municipale n°06 du 26 novembre 2024 portant sur les droits de voirie, places et stationnements – actualisation de la délibération n°04 du 06 décembre 2022 - modificatif,

Vu la demande en date du 03 juin 2026 présentée par la SOCIETE EFFYS ayant son siège au 305, chemin de la Ginestière 06200 NICE, (Tél :04.83.50.89.55), en vue d’occuper, du 08 juin 2026 au 30 juin 2026 une partie du domaine public communal situé au 1987, boulevard Edouard VII, afin d’effectuer des travaux.

Considérant que cette occupation se caractérise par une réservation de stationnement d’une superficie de 30 m².

Considérant qu’il convient de répondre favorablement à cette demande.

**ARRETE**

**Article 1er :** La SOCIETE EFFYS est autorisée à occuper du 08 juin 2026 au 30 juin 2026 une partie du domaine public communal situé au 1987, boulevard Edouard VII, afin d’effectuer des travaux.

**Article 2 :** Durant toute la durée de cette occupation, le stationnement des véhicules à moteur et des deux roues est strictement interdit dans l’emprise définie à l’article 1er du présent arrêté.

**Article 3 :** Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable de tout accident ou incident pouvant survenir du fait de la mise en place et de l’utilisation de cette structure.



**Article 4 :** Le bénéficiaire de l'autorisation est redevable, conformément aux dispositions de la délibération municipale n°06 du 26 novembre 2024 précitée, du règlement des droits de voirie d'un montant de 1620,00 € dont le détail est précisé comme suit : 30 m<sup>2</sup> x 20 jours x 2,70 €.

Il est dûment précisé que le bénéficiaire devra impérativement, avant toute occupation, régler le montant total des droits de voirie, à l'ordre du Trésor Public, par carte bancaire et virement à monsieur le régisseur municipal, service voirie - régie, 1 rue du Marché, 06310 Beaulieu-sur-Mer. A défaut de réception de règlement aucune occupation du domaine public ne sera autorisée.

**Article 5 :** La présente autorisation n'est pas transmissible et ne peut être cédée.

**Article 6 :** La validité du présent arrêté prendra fin au plus tard le 30 juin 2026, à 18 heures.

**Article 7 :** Le permissionnaire devra disposer des assurances nécessaires le couvrant, lors de cette occupation, contre tout sinistre avec les tiers.

**Article 8 :** L'entretien et la remise en état du site, en cas de dégradation lors de cette occupation, est à la charge du bénéficiaire.

**Article 9 :** La présente autorisation est révoquée à tout moment sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public maritime, en vue de sauvegarder l'ordre public et faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

**Article 10 :** Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté et de l'accomplissement des formalités de publicité.

**Article 11 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à :

- Le Bénéficiaire,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Chargés chacun en ce qui le concerne d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le 03 JUN 2026

Le Maire,  
Roger ROUX

